

# Cette rencontre augure d'un moment douloureux

Office européen des Brevets - Cette semaine, les Etats membres doivent prendre parti dans le conflit qui oppose le patron qu'ils ont nommé à la tête de l'Office européen des Brevets et le personnel.

- Eppo König, le 16 mars 2016

L'an dernier, les employés de l'Office européen des Brevets ont manifesté à La Haye contre les mesures disciplinaires imposées aux membres du syndicat SUEPO et du conseil d'entreprise.

Photo FREEK VAN DEN BERGH

L'entretien entre un Néerlandais critique et un Français indigné a été bref mais très animé. C'est ainsi que, selon les sources qui gravitent autour de l'organisation, s'est déroulée la première rencontre entre le secrétaire d'état Martijn van Dam (Affaires économiques, PvdA - Parti du Travail) et le président de l'Office européen des Brevets, Benoît Battistelli, début mars.

Van Dam (38) et Battistelli (65) ont donné l'impression de ne pas s'entendre. Van Dam a exprimé ses inquiétudes concernant le conflit qui oppose Battistelli et le syndicat SUEPO. Les Pays-Bas et de nombreux autres Etats membres de l'Office des Brevets souhaitent mener une enquête concernant les mesures disciplinaires prises à l'encontre d'éminents membres à la fois de la direction du syndicat et du conseil d'entreprise : deux d'entre eux ont été licenciés et le salaire d'un membre a été réduit.

Quant à lui, Battistelli a justement dénoncé la « campagne de calomnie » du syndicat et s'est senti soutenu par les Etats membres. Lorsque le secrétaire d'état a réitéré ses critiques, la mesure était pleine pour Battistelli. Après une demi-heure, le Français s'est levé fâché et a quitté la salle de travail de Van Dam au ministère. Le secrétaire d'état avait déjà exprimé ses préoccupations précédemment, réagit un porte-parole. Cet entretien n'a « rien apporté de nouveau ».

Les tensions internes auprès de l'Office des Brevets seront débattues mercredi et jeudi à Munich. Le conseil de gestion, l'organe suprême au sein duquel 38 Etats membres sont représentés, s'y réunit. Le conseil souhaite contraindre Battistelli à faire preuve d'ouverture concernant les mesures disciplinaires à l'encontre d'employés. Ce point est repris dans un projet de proposition, qui a fuité, des surveillants de Battistelli : une motion de refus.

## Propre service d'enquête

Le conflit qui sévit auprès de l'Office européen des Brevets qui, outre Rijswijk, a également des antennes à Munich, Berlin, Vienne et Bruxelles, touche à de nombreux intérêts. L'office, dont la fondation remonte à 1977, contrôle des demandes de brevets et accorde des brevets qui sont valables de l'Islande jusqu'en Turquie. Ainsi protège-t-il les produits et la position concurrentielle de multinationales telles que Philips, Samsung, et Siemens, mais également celles d'inventeurs privés.

Sous Battistelli, le nombre d'examen de brevets par les 7.000 employés a augmenté de 14 pour cent l'an dernier, selon l'office des brevets. En revanche, les employés se plaignent du stress et du style de direction autoritaire. La charge de travail irait aux dépens de la qualité de la protection d'un brevet et de la santé des employés. L'office 'radiographie' les employés par l'entremise de son propre service d'enquête et refoule l'inspection du travail. Même lorsque, en 2013, une personne s'est défenestrée du septième étage du bureau de Rijswijk.

En tant qu'organisation internationale, l'office ne reconnaît ni le droit national du travail ni le syndicat SUEPO. Le gouvernement néerlandais ne peut pas intervenir sur son propre territoire mais souhaite dans un même temps rester un pays d'accueil agréable pour d'autres organisations internationales, par exemple la Cour pénale européenne et l'Agence spatiale européenne. Aujourd'hui, les Etats membres se voient contraints de se prononcer concernant le conflit car l'attention que lui portent les médias internationaux va croissante. Mais aucun des pays critiques n'ose être le premier à affronter ouvertement Battistelli – ils l'ont même réélu jusqu'en 2018.

Plus tôt ce mois-ci, Battistelli a déclaré dans ce journal que les relations avec les états membres sont « excellentes » et que la proposition d'examen externe ne serait plus d'actualité. Mais les personnes intéressées et documents racontent une toute autre histoire.

Battistelli n'aurait pas « l'intention » de mener une « discussion ouverte ».

Ainsi le blog *Techrights* a-t-il publié des procès-verbaux, qui avaient été dévoilés, de la direction du conseil de gestion de février. Il y est dit que Battistelli fait preuve d'un « manque manifeste de volonté » de mener une « discussion ouverte » concernant les « sujets contestés » et, surtout, à propos du « dialogue social » avec le syndicat. Dès lors, la résolution ne pouvait pas tomber sur le président par surprise : en effet, le conseil de gestion lui avait déjà envoyé « de nombreux signaux » pendant une « période significative », y est-il indiqué.

Ainsi, en décembre dernier, Battistelli s'est-il opposé à une critique acerbe lorsque le conseil de gestion s'est réuni à Munich. Le président y a présenté de beaux chiffres annuels et a parlé avec fierté de l'augmentation de la productivité et de la diminution du nombre d'absences pour maladies et d'objections internes. En outre, les employés n'ont chômé aucun jour.

Les délégués des Pays-Bas, d'Allemagne, de France et de Suisse se sont montrés étonnés. Certes, Battistelli méritait tous les éloges pour les beaux résultats d'exploitation, mais pourquoi le président n'a-t-il rien dit concernant la situation de crise ? Les états membres se faisaient sérieusement du souci concernant l'image de marque de l'Office des Brevets.

Le fait que les employés ne fassent pas grève n'a rien d'étonnant car Battistelli doit accorder son autorisation pour l'organisation de grèves, a poursuivi le conseil d'entreprise. Si des employés souhaitent faire carrière ou désirent un bonus, ils doivent travailler plus dur. En outre, une production supérieure associée à une meilleure qualité, cela n'existe pas. Volkswagen vendait soi-disant des voitures au gasoil plus puissantes et plus propres – nous savons comment cela s'est terminé.

## Examen des limites de l'immunité

Ce ne sont que des mensonges, a déclaré Battistelli. S'il régnait un climat d'angoisse, les chiffres ne seraient pas aussi bons. Le président a reçu le soutien de l'Italie et de la Croatie qui ont qualifié cette image médiatique d'unilatérale.

Impossible de postuler comment se déroulera la réunion à Munich. La proposition a été modérée afin d'obtenir un plus large soutien parmi les Etats membres, disent les sources. Battistelli doit *garantir* que les mesures disciplinaires prises à l'encontre des employés sont justifiées et *envisager* d'autoriser le recours à des examinateurs externes. Il n'est pas encore évident de dire comment mesurer cela. Il se peut également que Battistelli se rallie lui-même à la proposition modérée.

Il se peut également que l'Office des Brevets continue à fonctionner tout simplement, mais le syndicat et les Etats membres resteront vigilants. Plus tard dans le courant de l'année, une enquête externe sera organisée concernant les conditions de travail. Le Conseil supérieur se penche également sur les limites de l'immunité de l'Office.

L'Office des Brevets dit ne pas pouvoir faire de commentaires concernant les documents qui ont été dévoilés ou l'entretien avec le secrétaire d'état. Selon les porte-parole, la discussion entre les Etats membres est très habituelle.